



Bénédicte Feuger, Valérie Drezet-Humez
et Salomé Limery

« La question de l'élargissement permet de renouveler l'importance des fondamentaux démocratiques de l'UE »

Valérie Drezet-Humez

tégie globale de l'UE de 2016 ». Celle-ci pense « la paix et la sécurité comme des concepts holistiques » et retient donc onze critères principaux : « conflits violents, terrorisme, criminalité, cybersécurité, fragilité étatique, insécurité énergétique, crises économiques, processus démocratique, armes de destruction massive, désinformation et réchauffement climatique ». Ces éléments sont évalués dans 136 pays en plus de l'UE (comptée seule) « tous les ans et disponibles à tous en ligne ».

Interrogée sur la place de l'UE - 7e en 2023 alors qu'elle pointait à la 11^e place les années précédentes - la chercheuse européenne rappelle qu'il « n'est pas question que de guerre, l'amélioration s'explique par l'évolution des États européens sur

les questions énergétiques, de climat et de cybersécurité entre autres ». Face au public qui s'étonne de cette progression à l'aune des poussées de l'extrême-droite sur le Vieux Continent, Branislav Staníček rappelle que « l'Indice ne regarde pas les tendances politiques mais les libertés fondamentales et les réformes économiques et sociales ». Le chercheur européen souligne par ailleurs que « le top 5, des démocraties et des économies robustes, ainsi que le flop 5, malheureusement, ne bougent pas dans le classement ».

Branislav Staníček revient ensuite sur l'évolution des indices pour la Russie et l'Ukraine depuis la création de l'outil en 2019. Ce dernier note « de légères améliorations au début, la Russie avait stabilisé son budget avec l'augmentation du prix des matières premières, tandis que l'Ukraine, avec l'élection de Zelensky, promettait de gérer la situation à l'Est du pays ». Les deux pays ont « évidemment brutalement chuté, surtout l'Ukraine qui a perdu 38% de son PIB, 20% de son territoire et près de 7 millions d'habitants à cause de l'exode massif qui a suivi l'invasion ».

Interrogée sur la contradiction apparente d'une Europe en paix mais soutenant activement l'effort de guerre ukrainien, Valérie Drezet-Humez démontre que « l'invasion russe est une violation du droit international et l'UE répond dans le cadre légal de ce droit en aidant à reconstruire la paix par cette aide stratégique sans précédent ». Face au « mythe de la désunion européenne », la diplomate internationale rappelle « les onze votes à l'unanimité des 27 pour imposer des sanctions économiques à

la Russie », avant de souligner que « la question de l'élargissement permet de renouveler l'importance des fondamentaux démocratiques de l'UE » et d'appeler les jeunes dans la salle « à s'informer pour avoir tous les faits en tête à l'approche des élections européennes de 2024 ».



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube

L'ENGAGEMENT DES FEMMES POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS INCLUSIVE ET DURABLE

Le 28 septembre, 10 h 30 - 12 h - Salle Nacre



Zoé De Monès et Ludivine Delaite

Les femmes doivent décider pour elles-mêmes

Pour entamer ce débat, la modératrice Lauriane Clément propose à Nicole Ameline, présidente de l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix, de réaliser un état des lieux des inégalités subies par les femmes dans le monde. Celle-ci rappelle que seulement 25 % des parlementaires dans le monde sont des femmes. Elles sont donc de fait peu impliquées dans les décisions qui les concernent, or les femmes figurent parmi les principales personnes impactées par les changements climatiques. Nicole Ameline explique qu'à l'ONU, son rôle est justement d'impulser ce changement et de créer une obligation de parité partout. « Il faut que les femmes décident pour elles-mêmes, c'est la première des libertés », expose-t-elle.

MODÉRATRICE :

Lauriane Clément, cheffe de rubrique actualités pour le magazine Phosphore

INTERVENANTES :

Nicole Ameline, présidente de l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix, membre du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Zoé De Monès, lycéenne, participante du programme ecHo

Ludivine Delaite, ancienne membre du Conseil Régional des Jeunes de Normandie qui a participé à la formulation du projet sur la formation des écodélégués

Delphine O, ambassadrice, secrétaire générale du Forum génération égalité.



Entre les interventions, les lycéens présents sont incités à participer au débat en répondant à des questions sur les inégalités femme-homme. On les interroge notamment sur la date de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes, écrite en 1979 et sur les pays qui, selon eux, sont les plus avancés en matière de droits des femmes.

Nicole Ameline poursuit en expliquant que l'Europe, autrefois en avance sur les libertés des femmes, stagne aujourd'hui. Certains pays, en remettant en question le droit à l'avortement, régressent même. Elle raconte que l'ONU reçoit chaque année trente pays pour vérifier leur application du traité de 1979. Lois sur les violences, l'éducation, le statut des femmes, tout est passé à la loupe pour s'assurer que les progrès sont réels. Une feuille de route est alors dressée pour les quatre années suivantes.

C'est ensuite Delphine O, plus jeune ambassadrice de l'histoire de France, qui re-

« On défend ce qui est déjà reconnu, tellement qu'on n'arrive pas à se battre pour de nouveaux droits »

Delphine O

joint le plateau. La modératrice Lauriane Clément l'interroge sur son optimisme, ou pas, en matière de droits des femmes. Tout comme le public invité à répondre à la même question, elle se dit perplexe. En France, les droits des femmes sont récents et il faut toujours se battre pour les conserver. La secrétaire générale du Forum Génération Égalité rappelle qu'il faut protéger ces droits souvent attaqués partout dans le monde. Son travail de diplomate, explique-t-elle, consiste à promouvoir ces avancées à l'international. « *J'ai aussi une casquette de négociation et de coordination avec d'autres pays pour faire supprimer des lois discriminatoires et aider les femmes à avoir accès à l'éducation, à l'entrepreneuriat* », développe-t-elle. Elle explique que ces dernières années, toutes les « *non défaites* » sur le sujet sont des victoires. « *On défend ce qui est déjà reconnu, tellement qu'on n'arrive pas à se battre pour de nouveaux droits* », regrette-t-elle.

Le débat se termine par l'intervention de Zoé De Monès, lycéenne et participante au programme EcHo, qui vise à sensibiliser les jeunes aux objectifs de développement durable, et de Ludivine Delaite, ancienne membre du Conseil régional des jeunes (CRJ) de Normandie. Elles présentent leur travail et leur engagement avant de rappeler l'importance, pour les jeunes, de se saisir de tous les sujets liés à l'égalité des femmes et des hommes.



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube

MUSIQUE ET RÉSISTANCES

Le 28 septembre 2023 – 14h - 15h30 - Auditorium



Quand la musique devient salvatrice

Accompagnée de l'ensemble musical Les Lunaisiens, Déborah Livet, chercheuse en histoire de la musique, a présenté un ensemble de textes et de chants de résistants aujourd'hui conservés dans différents musées et archives communales afin de sensibiliser le public sur l'utilisation de l'art et de la musique comme moyen d'expression libre en temps de guerre.

Déborah Livet a introduit son intervention en rappelant que lors de l'invasion de la Pologne par l'Allemagne le 1^{er} septembre 1939, les Français n'avaient alors qu'une seule arme : la satire. Grâce au travail minutieux de compositeurs comme Paul Arma, ce sont plus de 1300 chants et poèmes datant de la Seconde Guerre mondiale qui sont venus jusqu'à nous, portant les stigmates de la résistance sous l'occupation. Juif et Hongrois, Paul Arma avait réussi à fuir le régime nazi le 16 mars 1933 pour gagner d'abord la Suisse puis la France. Avec sa femme Edmée, il récolte des chants, aujourd'hui conservés dans les

archives de la ville de Thionville. « *Car on chante pendant ces années tragiques, et on écrit, pour se gausser, patienter, évoquer, expliquer, oublier* » explique Déborah Livet. Ainsi, un folklore prend naissance, issu de la crainte et de l'effort des hommes, de la misère et de l'amour, de la peine et de l'espoir. La docteure en histoire de la musique était accompagnée de deux musiciens, Arnaud Marzorati et Anthony Millet, qui ont livré une prestation poignante en interprétant des chansons de résistants, accompagnés à l'accordéon. Déborah Livet a ensuite évoqué le titre d'une affiche conservée au musée de la Coupole dans